

15. Rendre la chaîne d'approvisionnement plus durable

A quels défis devons-nous répondre ?

Le système alimentaire est confronté à de nombreux défis. De la fourche à la fourchette, des mesures sont prises et devront l'être à l'avenir pour permettre à l'Europe et à la Belgique de nourrir toute la population à un prix abordable, tout en respectant la nature et les personnes. Le système alimentaire belge est composé essentiellement de petits acteurs tant au niveau de l'agriculture qu'au niveau de l'industrie alimentaire (composée à 95% de PME).

Il est nécessaire de développer de nouveaux cadres politiques et législatifs pour accélérer et encadrer l'évolution du système alimentaire vers plus de durabilité. Ceci doit se faire dans le cadre d'une transition juste où aucun acteur n'est mis de côté et où chacun a la possibilité de s'adapter et d'évoluer.

Aussi, vu la complexité du système et une production étroitement dépendante de la nature, les solutions apportées doivent être bien réfléchies et cohérentes.

Que demandons-nous aux décideurs politiques pour la prochaine législature ?

Une série de législations obligeant les entreprises à intégrer la durabilité dans leur stratégie vont être mises en œuvre ou sont en cours de préparation.

Pensons aux directives en matière de devoir de vigilance ou de rapports de durabilité (CSRD) ou encore les règlements en matière de déforestation, de travail forcé ou de taxonomie verte.

L'Europe travaille également au développement d'un nouveau cadre législatif en matière de système alimentaire durable, y compris le labelling durable, alors qu'en parallèle un cadre sur les allégations environnementales est en cours de préparation.

Au niveau belge, chaque niveau de pouvoir développe également sa propre vision et ses propres outils. Il est essentiel d'assurer la cohérence entre ces différentes législations et initiatives et éviter une dispersion de moyens. Il faut également aider toutes les entreprises à comprendre, se préparer et à mettre en œuvre les nouvelles directives.

Que faisons-nous en tant qu'industrie alimentaire ?

Les entreprises alimentaires belges collaborent de plus en plus avec leurs fournisseurs afin de développer des partenariats durables et réfléchir ensemble à des systèmes permettant de rendre le système alimentaire plus durable.

On voit par exemple naître en Belgique des initiatives pour développer de nouvelles chaînes de valeur ou pour travailler selon les principes de l'agriculture régénératrice. Des programmes d'action comme Beyond Chocolate sont également mis sur pied.

Un réseau d'apprentissage rassemblant les entreprises alimentaires et celles du commerce réfléchit à la mise en place concrète du devoir de vigilance. De plus en plus d'entreprises, également des PME, mettent en place une stratégie en matière de développement durable et la transcrivent dans des rapports accessibles au public. Les entreprises privilégient des systèmes de labélisation comme le RSPO, l'agriculture biologique, Fair Trade, B-Corp ou autres.

Quelles sont nos demandes aux décideurs politiques, par niveau de pouvoir ?

Flandre	Wallonie	Bruxelles	Fédéral	Union européenne
Assurez la cohérence lors de l'élaboration et la transposition en droit belge entre les différents règlements et directives applicables à l'industrie alimentaire (Devoir de vigilance diligence, Déforestation, CSRD, Travail forcé, Taxonomie, ...).				
Confiez la politique en matière de système alimentaire durable au(x) ministre(s) et aux administrations en charge de l'agriculture/économie – industrie.				
Créez une plateforme interfédérale, en concertation avec les acteurs de la chaîne alimentaire, pour définir les positions belges dans les débats européens.				
Évitez la complexité administrative et accompagnez les entreprises belges et plus particulièrement les PME en développant des outils leur permettant de se préparer aux nouvelles législations européennes.				Mettez en place des outils coordonnés au niveau européen.
Considérez la « Voedselstratégie » comme un outil permettant une approche cohérente et inclusive de la stratégie en matière d'alimentation en Flandre.	Pilotez la politique alimentaire sur base d'une vision stratégique partagée par l'ensemble du gouvernement wallon, en concertation avec les acteurs : disposer des données et études stratégiques	Veillez dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Good Food à intégrer les acteurs traditionnels de l'industrie alimentaire.		

	pour guider la décision (partir des résultats de la Roadmap technologique sur le système alimentaire wallon développée par Wagralim et les acteurs du système), définition de KPI's et évaluation des politiques.			
	Réalisez sur base du référentiel wallon en matière d'alimentation durable un relevé global de toutes les politiques menées en Wallonie en matière d'alimentation afin de définir les points d'actions vraiment utiles et les structures pertinentes à soutenir (il existe actuellement un tas de structures : CwAD, Collège des producteurs, cellule "Manger demain", Conseils de Politique Alimentaire locaux, ceintures alimentaires, GAL, Halls-relais, Hub logistiques, ...).			
	Réformez le Conseil Wallon de l'Alimentation Durable en l'intégrant au CESE Wallonie. Remplacer le Collège des producteurs par une cellule de soutien au développement de filières sous la coupole de l'Apaq-W.		.	

Personnes de contact



Ann Nachtergaele
Food Production & Consumption Policy Director
+32 473 95 89 92
an@fevia.be